

Document

Les marchés «BRIC» repartent de plus belle (01.01)

LeFigaro.fr – 24.12.09

Ayant mieux résisté à la crise que l'Europe et les Etats-Unis, les marchés émergents et en particulier les « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine), sont tout désignés pour prendre la relève. Cette résistance est-elle conjoncturelle ou durable ?

Qui va prendre le relais du consommateur américain ? La réponse est assez simple : les consommateurs britanniques n'ont plus d'argent. Les consommateurs européens sont naturellement radins. Et les consommateurs japonais sont dans le coma. Qui reste-t-il ? Les pays émergents, et notamment les «BRIC», devenus incontournables. La réunion du G20 en septembre dernier a définitivement consacré la montée en puissance des économies émergentes. L'Inde, la Chine, le Brésil et la Russie auront désormais leur mot à dire au FMI ou à la Banque Mondiale. Mais les experts se posent une autre question : la théorie du découplage sera-t-elle à nouveau d'actualité pour 2010 et les années à venir ? «Les investisseurs ont pris conscience que le découplage notamment économique était en cours dans les pays du «BRIC»», répond Astrid Fredericksen, gérante d'OFI Multiselect BRIC.

Plusieurs signes tangibles nous montrent que ces pays sont au pire en voie de stabilisation, au mieux en phase d'expansion. Un chiffre pour appuyer cette thèse : depuis le début de l'année, les performances boursières des pays émergents ont largement surclassé celles des économies développées : l'indice MSCI émergent a surperformé le MSCI World de 39%. «La majorité des pays émergents a traversé la crise sans dommages majeurs en employant les mêmes leviers que les économies développées (assouplissement drastique de la politique monétaire, injection de liquidités sur le marché domestique, ajustement baissier de la devise en réponse aux sorties nettes de capitaux ou encore assurances publiques données au secteur bancaire national), affirme Raphaël Gallardo, stratège d'Axa IM. Cette résistance inattendue face à la crise démontre que les réformes structurelles accomplies au cours des années 1990 ont conféré aux pays émergents un «blindage macroéconomique» à l'épreuve des pires chocs externes». Aujourd'hui, il est donc clairement question de reprise, pour les marchés émergents, et notamment les «BRIC». Alors que la part de leur PIB ne représente plus que 14% du PIB mondial (contre environ 32%, en 2007), leur capitalisation boursière représente 5,5% de la capitalisation mondiale (contre à peine 5%, en 2007).

«BRIC» ou «BIC» ?

Néanmoins, cette reprise devrait être moins rapide pour un pays comme la Russie. Le pays souffre d'un chômage toujours très élevé, d'une baisse des revenus disponibles et d'une hausse continue du déficit budgétaire. Elle est dans l'attente d'une reprise à l'échelle mondiale et surtout d'une augmentation de la demande en matières premières. A tel point que certains mettent de côté la Russie, et parlent plus de «BIC » que de «BRIC». «Cette situation n'est que temporaire puisque liée à des troubles géopolitiques avec la Géorgie et à une crise du crédit, déclare Astrid Fredericksen. Mais la remontée de la demande des matières premières va permettre à la Russie de repartir de plus belle». Plus que de suppression, la zone «BRIC» pourrait faire l'objet d'extensions. « Bien que la Russie ait plus souffert que la Chine, le Brésil et l'Inde, pendant la crise, nous croyons toujours au potentiel de la zone «BRIC» et à la théorie du découplage. Nous pensons même qu'elle va s'étendre à l'Afrique (Nord et subsaharienne). Et ce, pour deux raisons : d'une part les investissements en Afrique sont désormais principalement chinois, et d'autre part, l'Afrique a la mainmise sur les matières premières », poursuit-elle.

Quoi qu'il en soit, la croissance est bel et bien de retour dans le langage des analystes, pour les marchés émergents. Dernière confirmation en date : la Chine affirme viser 8% de croissance en 2010, soit autant qu'en 2009. Ce qui confirme sa bonne résistance à la crise. Selon les économistes, le taux pourrait même atteindre les 10%. Un taux auquel personne ne croyait, il y a encore quelques mois. Comme le souligne Astrid Fredericksen, la Chine, à l'instar des «BRIC», possède un atout majeur : sa demande intérieure forte. Une bonne nouvelle pour ceux qui espèrent que ces pays fourniront la croissance nécessaire pour tirer le monde hors de la dépression.

Ainsi, l'ex-empire du Milieu se prépare à très court terme, à emprunter un nouveau virage : d'un modèle basé essentiellement sur les exportations, elle devrait développer une économie autonome qui repose sur une demande domestique forte. Et pour cela, le gouvernement chinois a réaffirmé sa volonté de stimuler la consommation. Ainsi, 14% du PIB chinois, dans le cadre du plan de relance, a été consacré à la demande intérieure. «La consommation chinoise seule ne peut pas être un moteur de croissance mondiale et je suis plus confiant qu'une action concertée au niveau de l'ASEAN aura l'effet souhaité», prétend Xavier Lisenmaier, gérant d'Acropole AM et spécialiste de la zone Asie. La Chine représente 18% de l'indice MSCI Asie via Hong-Kong et 34% si la Chine s'étendait à la Chine «domestique» (Shanghai, Shenzhen...). Et d'ajouter : «La Chine cessera d'être un exportateur majeur et deviendra, d'ici deux ans, importateur net». En 2007, les consommateurs américains dépensaient 380 milliards de dollars par mois. Aujourd'hui, ce chiffre est proche des 345 milliards, soit une réduction de 35 milliards par mois. Dans le même temps, les dépenses de consommation chinoises sont passées de 110 milliards par mois à 150 milliards, soit 40 milliards.

La Chine est prête à concurrencer les USA

Toutefois, les marchés craignent une chose : le risque de surchauffe de l'ex-empire du Milieu. Une croissance «à deux chiffres» pourrait avoir pour conséquence de relancer l'inflation et ainsi créer une bulle sur certains actifs financiers, tels que les actions immobilières. La parité yuan/dollar pèse de tout son poids. «Aujourd'hui, pour un dollar américain, nous avons 7 yuans. La parité du pouvoir d'achat selon les instituts se situe entre 3 et 4 yuans par dollar américain. Ce faisant, nous pensons que la seule possibilité de renchérissement de la devise justifierait la pertinence de l'investissement» explique Xavier Linsenmaier.

Ayant fait de la demande intérieure leur priorité pour 2010 et les années à venir, les Chinois ont forcément intérêt à faire en sorte que les échanges soient libellés de plus en plus en yuans. Maintenant, il est vrai qu'un yuan trop fort pénaliserait les exportations. «Les dirigeants politiques chinois sont très proactifs», rassure Astrid Fredericksen. La Chine souhaite tempérer les achats de yuans en gérant les flux vendeurs et acheteurs. Afin de juguler cette bulle des actifs financiers, le gouvernement chinois a décidé, à l'instar du Brésil et comme en 2007, de mettre en place certaines mesures non conventionnelles, à l'image d'une taxe à l'investissement à l'entrée. Il souhaite également faire en sorte que les investisseurs particuliers, et non plus seulement institutionnels, chinois aient accès aux actions chinoises cotées à Hong Kong. «Le seul risque que la Chine peut craindre, c'est le mécontentement social, difficilement mesurable. Il n'y a donc aucun risque de surchauffe», ajoute la gérante d'OFI AM.

L'Inde, la « petite Chine »

En novembre, le marché indien des actions a enregistré une hausse, profitant, tout comme la Chine, de bonnes nouvelles dans le secteur économique. La production industrielle a pu augmenter de 9,1%, dépassant ainsi de loin les attentes des analystes. Les mesures de stimulation de l'économie du gouvernement et la production de biens de consommation durables ont eu un effet positif. D'un autre côté, ces données positives relancent la discussion sur l'éventualité d'un retrait des mesures de politique économique expansionniste. Il est à prévoir que l'Inde compte parmi les premiers pays émergents à procéder à une hausse des taux d'intérêt, en 2010. « Le niveau de la croissance de l'Inde est proche de celui de la Chine avant la crise » précise Astrid Fredericksen. Et d'ajouter : «contrairement aux autres pays de la zone « BRIC », l'Inde ne dispose pas de ressources naturelles. Elle doit résoudre sa trop forte dépendance aux matières premières».

Le Brésil, paisible et équilibré

Si la marge de progression est conséquente pour des pays comme la Chine ou l'Inde, elle est moindre pour le Brésil. «Le Brésil bénéficie de ressources naturelles et d'une demande intérieure très fortes, d'un modèle économique développé et d'un système bancaire libéralisé. Toutefois, ce modèle se veut moins «agressif» que celui de l'Inde». Depuis plus d'un an, le Brésil a cessé sa dépendance d'avec les matières premières. Ainsi, il développe des activités de consommation, de banques et de télécommunications. Autre avantage non négligeable pour certains : les taux d'intérêt au Brésil restent parmi les plus élevés au monde (8,75%), bien qu'ils aient fortement baissé, depuis un peu plus d'un an. Le Brésil, à l'instar des pays d'Amérique du Sud, a été moins impacté par la crise américaine qu'à l'accoutumée, car ces pays travaillent de plus en plus avec la Chine et les autres pays émergents. «A l'image de la Chine, un pays comme le Brésil a pris conscience que la crise modifiera la composition de la demande mondiale, à long terme. Ainsi, leurs

investissements privés ont clairement pris le relais de leurs investissements publics (cf politique de Partenariats privé-public)».